

ÉDITO

24 FÉVRIER 2020

## L'insulte au Colonel Beltrame

par h16

Si certaines villes n'ont pas traîné pour honorer le sacrifice du Colonel Beltrame en lui attribuant une rue ou une place, il en est allé autrement à Marseille où il aura fallu attendre deux ans pour qu'enfin, une plaque soit posée à son nom sur une des places de la ville...

Le Colonel Beltrame, c'est ce militaire qui a choisi d'échanger sa place avec celle d'un otage lors de l'attaque terroriste de Trèbes, le 23 mars 2018. L'otage survivra, le militaire non. Beaucoup jugèrent nécessaire de garder trace de ce comportement héroïque, comme en témoigne l'[assez longue liste](#) de lieux qui portent désormais le nom du militaire.

À Marseille cependant, il fut prudemment décidé que **bah non finalement** : selon les élus socialistes et communistes, aucune place ne semblait assez prestigieuse pour un tel nom (et en tout cas, pas chez eux). Selon l'élu Rassemblement National, il s'agissait surtout de « *ne pas provoquer les populations locales* ».

L'affaire aurait pu en rester là : après tout, rien n'oblige une municipalité à nommer les places et les rues en fonction des individus les plus héroïques du pays. D'ailleurs, on n'oubliera pas que certaines mairies, largement aux mains d'idéologues détendus du communisme (même le plus brutal), ont trouvé l'habile subterfuge de distribuer du Stalingrad (place, rue, avenue et j'en passe) en lieu et place du Staline tout court, par trop corrosif pour notre République. Dès lors, oublier Beltrame à Marseille aurait été parfaitement possible et apparemment



tout à fait souhaitable pour une partie des élus de gauche de la municipalité phocéenne.



Cependant, à force d'insister, les élus Rassemblement National ont fini par obtenir gain de cause : une plaque a finalement été posée sur la place devant l'école Sainte-Marthe Audisio (dans le quatorzième arrondissement de Marseille), sans tambours ni trompettes et dans une telle discrétion qu'absolument aucune cérémonie n'avait été préparée. Les édiles ont été obligés d'**improviser quelque peu**.

Rassurez-vous : comme toute la représentation politique de la municipalité marseillaise était là, il n'y a plus aucun doute que cet hommage ne posait en réalité qu'un problème temporaire d'emplacement comme l'expliquait alors Patrick Mennucci, le socialiste assumé du cru. Tout est bien qui fi... Oups, on me fait savoir dans l'oreillette qu'en réalité, il n'y avait que les élus du Rassemblement National sur place, ce qui tend malheureusement à accréditer la thèse que les gauchistes marseillais ont jugé totalement inutile de se déplacer pour cet hommage.

Pourtant, ce sont ces mêmes socialistes et autres communistes qui se gargarisent d'habitude de ces valeurs républicaines qu'il convient d'appeler à la rescousse à chaque fois qu'il le faut mais qu'on se gardera bien ni de définir, ni d'appliquer lorsqu'une occasion pourtant ô combien symbolique se présente...

Pourtant, ce sont ces mêmes socialistes et autres communistes qui poussent les cris les plus stridents lorsqu'on laisse le champ libre à ces élus d'un autre bord, d'une autre extrémité que la leur, douillette et validée par tous.

Pourtant, ce sont ces mêmes socialistes et autres communistes qui n'ont que l'État français et le vivreensemble à la bouche ; on ne peut que s'étonner de les voir se carapater alors qu'on entendait là honorer un représentant tout ce qu'il y a de plus officiel de l'État français, dans l'exercice tout ce qu'il y a de plus officiel de ses fonctions, qui a fait preuve d'un acte tout ce qu'il y a de plus honorable.

Dans le meilleur des cas, on en viendrait à croire que ces brochettes de gauchistes refusent simplement d'être vus en compagnie des élus RN. Attitude aussi infantile que peu digne de l'occasion, mais – il faut l'avouer – pas vraiment en décalage avec le niveau moyen des politiciens.

Dans le pire des cas, on arrive à imaginer qu'en fait, c'est bien parce que cet hommage dérangerait effectivement certaines populations, celles qui seraient trop heureuses de la mort d'un militaire français tué par un terroriste islamiste. Et que déranger ces populations, ce serait risquer, pour ces élus en carton, de perdre leur mandat aux (trop) prochaines élections.

La couardise de cette attitude électoraliste de courte vue contraste assez violemment avec l'acte héroïque du Colonel Beltrame. On comprend mieux, dès lors, que ces lâches méprisables ne veuillent pas infliger la flétrissure de leur présence à un hommage qui lui serait rendu.

En cela, ils ont raison.

Mais leur attitude lamentable est véritablement exécrationnelle en ce qu'elle contient les germes d'une démission complète du courage, du bon sens et, surtout, un aplatissement consternant d'officiels républicains devant ceux qui entendent pourtant de façon de plus en plus claire en finir avec eux, par l'épée s'il le faut. Pire encore, ce manque minable de courage donne un argument de plus à ces populations décidément fort sensibles émotives pour les mépriser et les manipuler électoralement : prisonniers de leur mandat par la bonne soupe municipale, on les retrouve donc prêts à toutes les démissions et les compromissions idéologiques les plus basses pour conserver la gamelle.

Ici, on pourrait s'en tenir à ce constat.

Malheureusement, ce qui s'est passé sur cette place Beltrame dans le 14ème à Marseille n'est pas la simple dérive d'une brochette de larves gauchistes en mal de réélection, dont l'appétit de la gamelle dépasse de loin tout sens de l'honneur : ce genre d'électoratisme se retrouve dans un nombre croissant de communes urbaines et périurbaines de grandes métropoles, gangrenées par ces quartiers trop émotifs et qui, d'abandons républicains en recherches forcenées de compromis et d'apaisements artificiels, se sont muées en zones de non-droit où imaginer faire revenir le droit et la loi revient à déclencher des émeutes et l'inévitable Niagara d'outrances de toutes les associations lucratives sans autre but que celui de surjouer une victimisation qui rapporte (financièrement et électoralement).

Ces élus font la démonstration de ce qu'avoir choisi la République du #Padevague entraîne en déliquescence du pays, où plus personne ne semble en mesure de faire simplement appliquer les lois essentielles de la vie en société. Par abandon successif de tout courage, de peur de passer pour un affreux réactionnaire, voire un homme de drouate ou pire encore, un fasciste (pensez donc : réclamer le retour de l'Ordre, c'est l'horreur, quasiment le nazisme !), ces élus ont choisi, sinon consciemment mais en tout cas par défaut, de laisser s'installer les pires pratiques (incivilités au départ, puis trafics en tous genres, puis activités de plus en plus criminelles jusqu'au terrorisme maintenant).

En délavant les valeurs françaises de liberté, d'égalité et de fraternité au point d'arriver à un simple triplet d'égalité, de taxes et de pantoufles, ces élus ont ouvertement choisi le suicide pour tous, par contrition, par attrition et par soumission à des racailles.

Ce pays est foutu.





*Égalité • Taxes • Pantoufles*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

--

[Sur le web](#)

VOUS AIMEZ CET ARTICLE ? PARTAGEZ LE !

[Tweet](#)

Par **h16**

*Vous souhaitez nous signaler une erreur ? Contactez [la rédaction](#).*

**Nos dossiers spéciaux:** Arnaud Beltrame, Marseille